

Réunion du Premier Parlement rural européen

Ce «parlement» - au sens de forum - s'est réuni à Bruxelles pour la première fois, le 13 novembre dernier, au siège du Conseil économique et social européen. Il a rassemblé près de 200 personnes provenant de 30 pays (UE et associés), représentants de territoires et d'une centaine d'associations locales et membres de réseaux régionaux ou nationaux d'associations de développement rural.

La [rencontre](#) était organisée par des réseaux européens («*European Rural Community Alliance*» par exemple) à l'initiative des représentants des «parlements ruraux nationaux» de Suède et de Finlande, très actifs au sein des «réseaux ruraux nationaux» de ces pays.

Ce parlement – qui doit se réunir tous les 2 ans - a été accueilli par le Commissaire européen à l'Agriculture et au Développement rural, Dacian Cioloș, qui a fortement encouragé cette initiative de la société civile.

Il s'agit de constituer un réseau européen d'associations de développement rural et de formuler des propositions dans ce domaine. Ce parlement rural européen se veut la voix des territoires, des communautés locales et des citoyens, au niveau de l'UE. Il souhaite aussi constituer un centre de ressources et de propositions (*think tank*) et peut-être aussi un «lobby» pour intervenir dans la formulation des politiques rurales européennes.

Un appel à propositions de politique de développement rural – assez générales - avait été lancé sur son site, qui, après une sélection, ont été présentées, discutées en ateliers et approuvées en plénière.(la liste en est assez longue). Elles seront communiquées au Parlement européen et à la Commission. Entre des sessions bi annuelles, ce Parlement invite ses membres, et tous ceux qui le souhaitent, à travailler à distance, via des «communautés de pratiques», réseaux sociaux et fora de discussion, sur les multiples thèmes et sur le contenu des propositions formulées. Ces associations et ce parlement préconisent des formes de développement local «depuis le bas», appuyées sur des partenariats et de fortes coopérations avec les acteurs publics, directement inspirées du «modèle LEADER» et des principes de la démocratie participative.



Ce parlement est largement une extension au niveau de l'UE et une émanation des traditions des «parlements ruraux nationaux» qui fonctionnent dans tous les pays d'Europe du Nord et de l'Est, mais qui n'existent pas(?) dans les pays latins.

- Dans les pays anglo-saxons, ils constituent un forum des représentants des «local communities», très actives en milieu rural, qui assurent des services collectifs (qui, en France, le sont par les collectivités locales) ainsi que des fonctions économiques (entreprises sociales, coopératives, etc.).
- Idem en Europe du Nord, où le mouvement s'est enrichi des très actives «associations de villages», créées à la suite des regroupements de communes, par des habitants s'estimant peu ou plus représentés.
- Dans les ex-pays communistes où les économies rurales se sont effondrées (disparition brutale de toutes les industries et achat de terres collectivisées par des banques ou par de riches propriétaires) ils veulent représenter une population qui doit répondre à ses besoins primaires ou faire pression auprès des Etats.

Mis à part un participant de Catalogne (où un parlement rural est en projet pour des raisons régionalistes), de deux «observateurs» italiens, membres du Réseau rural national, et moi-même, il n'y avait aucun autre représentant des pays latins.....

Jean-Pierre Pellegrin 14/11/2013